



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRANCE LUZERNE

COMPLEXE DU MONT BERNARD ROUTE DE SUIPPES
CS10149
51 000 Châlons-en-Champagne

Références : D1 i 2024 266
Code AIOT : 0005701732

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement FRANCE LUZERNE implanté 39, rue Charles Lemaire 51 240 Pigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE LUZERNE
- 39, rue Charles Lemaire 51240 Pigny
- Code AIOT : 0005701732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FRANCE LUZERNE exploite sur le territoire de la commune Pigny, des installations de stockage de grain au titre de la rubrique 2160-2a relevant du régime de l'autorisation et des installations de conditionnement au titre des rubriques 2260 et 1510 relevant du régime de l'enregistrement.

Le stockage de grain s'effectue dans le silo vertical et sa tour de travail, Le conditionnement des produits destinés à la vente sous forme de big-bag et de sacs de 20 kg, s'effectue dans l'ancien silo plat, transformé et adapté à la nouvelle activité, dit "bâtiment de conditionnement".

Le silo vertical présente une capacité de stockage de 148 800 m³, le bâtiment de conditionnement a une capacité de 77 800 m³, la puissance des machines servant au conditionnement et relevant de la rubrique 2260 est de 730 kW.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 01/02/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point administratif	Arrêté Préfectoral du 01/02/2023, article 2	Sans objet
2	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
3	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 27/06/1989, article 11-1	Sans objet
5	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 27/06/1989, article 11-2	Sans objet
6	Détection automatique incendie	Arrêté Préfectoral du 01/02/2023, article 9-2	Sans objet
7	Risque accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/10/2005, article 5	Sans objet
8	Thermométrie	Arrêté Préfectoral du 14/10/2005, article 6	Sans objet
9	Prévention des dysfonctionnements	Arrêté Préfectoral du 27/06/1989, article 12-11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 12/04/2023 plusieurs écarts concernant les installations électriques avaient été relevés. La visite avait pour objet le suivi des échéances de la dernière visite.

Le rapport de vérification des installations électriques présentées lors de la visite a montré que les non-conformités relevées lors de la précédente visite étaient levées et que l'exploitant avait pris les dispositions pour lever les nouveaux écarts constatés.

L'exploitant organise un exercice d'évacuation de son personnel tous les ans. Par lettre de suite, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant son obligation d'organiser un exercice d'évacuation tous les 6 mois et de lui faire parvenir les 2 prochains comptes-rendu d'exercice.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point administratif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2023, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Prescription contrôlée : Rubriques classées : – 2160-2a : 148 000 m ³ – 2160-1a : 46 200 m ³ – 1510-2b : entrepôt atelier de conditionnement : 77 800 m ³ (palette bois vide, granulés en sac et big-bag, emballages vides) – 2260-1a : 730 kW
Constats : L'activité exercée sur le site comprend : – Un stockage de grain en vrac classée au titre de la rubrique 2160-2a relevant du régime de

l'autorisation

- Un entrepôt classé au titre de la rubrique 1510 relevant du régime de l'enregistrement
- Une activité de conditionnement (sacs et big-bag) classée au titre de la rubrique 2260 relevant du régime de l'enregistrement.

Le site comprend :

- Un silo vertical comprenant 216 cellules d'une capacité de 320 t environ servant pour le stockage de grains en vrac et relevant de la rubrique 2160-1a à Autorisation;
- Un silo plat dit bâtiment de conditionnement utilisé pour l'activité de conditionnement et pour le stockage des produits conditionnés et des consommables.

- x Deux chaînes de conditionnement relevant de la rubrique 2260 à enregistrement y ont été installées, une pour les big-bag et une pour les sacs de 20 kg.
- x L'activité exercée dans le silo plat au titre de la rubrique 1510 pour le stockage des produits conditionnés et des consommables (sacs et big-bag vides) relève du régime de l'enregistrement.

- Une tour de travail

L'activité de stockage de grain en silo plat exercé au titre de la rubrique 2160-1a relevant du régime de l'enregistrement n'existe plus. Selon l'exploitant en cas de besoin, un retour à l'activité de stockage de grains en vrac, dans le silo plat, pourrait être envisagé, après réaménagement du site.

L'exploitant a présenté l'état des stocks du jour de la visite :

- Silo vertical : 23 183 t de produits déshydratés sous forme de pellets en vrac (luzerne, paille de blé, maïs, mare de pomme, mare de raisin et pulpe de betterave)
- Bâtiment de conditionnement : 898 t de produits conditionnés

Les 23 183 t de pellets stockés correspondent à un volume d'environ 39 411 m³, bien en deçà du volume autorisé.

Les 898 t de produits conditionnés sous forme de big-bag et de sacs étaient stockés dans le bâtiment de conditionnement relevant de la rubrique 1510

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques

Prescription contrôlée :

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas sources d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières.

Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

Constats :

Le rapport de vérification des installations électriques du 23/11/2022 présenté lors de la visite du 12/04/2023 faisait état de 3 écarts de niveau moyen à faible.

Par mail du 12/05/2023, l'exploitant informait l'Inspection :

- que la maintenance interne était intervenue le 17/04/2023 pour la mise à la terre des sondes de niveau des cellules farine extérieures ;
- que le remplacement des sondes de bourrages et des sondes de thermométrie était envisagé prochainement.

Le certificat Q18 issu du contrôle du 23/11/2022 mentionnait que "l'installation pouvait entraîner un risque d'incendie ou d'explosion".

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le nouveau certificat Q18 issu du contrôle réalisé le 14/11/2023 qui mentionnait toujours que "l'installation pouvait entraîner un risque d'incendie ou d'explosion". Selon l'exploitant une entreprise est intervenue pour lever les écarts issus du contrôle du 23/11/2022, et le rapport présenté le jour de la visite faisait état des nouveaux écarts issus du contrôle du 14/11/2023. Lors de la visite, l'entreprise a présenté :

- le devis de l'entreprise en charge des travaux de mise en conformité ;
- le bon de commande des travaux de mise en conformité ;
- les documents montrant la mise en place d'un Plan de Prévention Simplifié (PDPS) valide du 02/04/2024 au 26/04/2024.

L'exploitant a montré qu'il s'engageait à réaliser les travaux de mise en conformité en avril 2024. Le prochain rapport de vérification des installations électriques, à réaliser au plus tard pour novembre 2024 permettra de valider la levée des écarts.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/1989, article 11-1

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements propres au site

Prescription contrôlée :

Un réseau complet de téléphonie intérieure permettra la communication entre tous les points de l'établissement et notamment 13 mise en alerte en cas de sinistre, Les équipements de protection propres à l'établissement seront constitués au minimum par :

- une **colonne sèche** normalisés dans la tour de manutention, permettant une attaque dans tous Les points des bâtiments. Les points d'alimentation seront protégés et à l'écart d'installations électriques ;
- une **moto-pompe de 60 m³/h** permettant le puisage d'eau dans le canal ;
- un ensemble **d'extincteurs** appropriés aux risques homologués NF MIR, disposés de telle sorte que chaque volume unitaire de l'installation soit équipé, à savoir :
 - silos de stockage,
 - postes de réception route,
 - locaux électriques, salle de commande,

– atelier d'entretien.

Ces extincteurs seront placés de telle sorte qu'ils soient particulièrement accessibles et à proximité des lieux de passage, Ils seront maintenus en bon état et **le personnel sera entraîné à leur emploi** :

- deux appareils respiratoires isolants :
- des consignes indiquant la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident, portant en gros caractères le numéro d'appel des Sapeurs-Pompiers seront affichées près des postes de travail et des appareils téléphoniques. L'organisation des secours et un plan d'évacuation seront prévus. Les moyens de secours seront signalés en permanence.

Constats :

L'exploitant organise des formations sur la mobilisation des moyens de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des procédures, à l'intention de son personnel. Elles sont assurées par un prestataire extérieur ou un agent formé pour pouvoir assurer ces formations.

Les dernières formations ont été assurées par un prestataire extérieur, elles ont eu lieu le 23 mars 2023 et le 30 mars 2023, elles portaient sur le maniement des extincteurs et l'utilisation des réseaux hydrauliques. Elles ont permis de former le nouvel agent qui prendra en charge les formations internes en remplacement de l'agent qui avait cette mission avant de quitter l'entreprise.

La liste des agents ayant suivi ces formations a été présentée. Selon l'exploitant ces formations sont régulièrement renouvelées.

Les formations comprennent les manipulations d'extincteur avec bac à feu, la mise en œuvre des réseaux hydrauliques et de la motopompe en respectant les procédures du plan d'intervention en cas de sinistre.

Il y a deux colonnes sèches sur le site, les extincteurs sont répartis sur l'ensemble du site. La maintenance de ces équipements est assurée chaque année par un prestataire extérieur dans le cadre d'un contrat. La dernière maintenance a eu lieu le 04/07/2023 pour les extincteurs et le 11/09/2023 pour les colonnes sèches et les RIA. Les RIA et les colonnes sèches sont mis en eau tous les ans.

Deux plans d'intervention en cas de sinistre ont été présentés, un pour la zone de conditionnement et un pour le silo. Ils ont été communiqués aux pompiers. Ces plans d'intervention présentent les procédures d'alerte, l'activité du site, les plans du site, la localisation des zones ATEX, les consignes, la localisation et la description des moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur le site. Ces plans d'intervention sont portés à la connaissance des agents dans le cadre des formations.

Selon l'exploitant un exercice a été organisé sur le site avec les pompiers le 18 novembre 2023. Il comprenait une simulation de départ de feu au 3^e étage de la tour de travail du silo et un exercice d'évacuation d'un blessé tombé au fond d'une fosse de réception de grain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, évacuation du personnel

Prescription contrôlée :

Les installations devront comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel, judicieusement réparties. Les bâtiments seront dotés de deux issues opposées si la distance à parcourir pour atteindre l'issue principale est supérieure à 25 m.

Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel.

Un exercice d'évacuation aura lieu tous les six mois.
Constats : La signalétique précisant les issues de secours et les zones de rassemblement du personnel, existe sur le site. Le dernier exercice d'évacuation du personnel a eu lieu le 6 mars 2023, le prochain est programmé en avril 2024. L'Inspection rappelle à l'exploitant son obligation de renouveler cet exercice tous les 6 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant programmera les exercices d'évacuation du personnel tous les 6 mois. Il fera parvenir à l'inspection des installations classées le compte-rendu de l'exercice d'évacuation du personnel prévu en avril 2024 et le suivant au plus tard en octobre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois et 7 mois

N° 5 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/1989, article 11-2
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements publics
Prescription contrôlée : [...] Les plans de l'installation complète seront fournis au Centre des Sapeurs-Pompiers de CHALONS-sur-MARNE et indiqueront les informations essentielles : accès, moyens de secours, dispositifs de cou- pure d'énergie...
Constats : Voir constat n°3
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2023, article 9-2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant met en place, avant le 1 ^{er} janvier 2023, une détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à une société de télésurveillance. En cas de déclenchement, la direction de l'établissement est informée par téléphone. Le type de détecteurs est adapté aux produits stockés et l'emplacement des systèmes de détection est judicieusement choisi.
Constats : Selon l'exploitant, une détection incendie existe dans la salle de contrôle du silo, dans les locaux électriques, dans le local compresseur et dans le bâtiment conditionnement. Lors de la visite, la présence des détecteurs a été constatée dans le bâtiment conditionnement du site. Le compte rendu de vérification et de maintenance de la détection incendie établit le 21/11/2022 lors de la mise en service a été présenté. Lors de la mise en service, l'installateur a également formé 2 employés de l'entreprise afin qu'ils soient en mesure d'assurer le suivi de l'installation. Ces deux personnes sont nommément désignées dans le compte rendu. Lorsque le personnel est présent sur le site, le report d'alarme se fait vers la centrale d'alarme du site, en dehors des heures de travail, le report d'alarme se fait vers la société de télésurveillance

qui assure la surveillance du site dans le cadre d'un contrat de surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Risque accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2005, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation aux risques spécifiques silo
Prescription contrôlée : Le personnel, y compris les employés intérimaires, doit subir une formation aux risques spécifiques des silos. Celle-ci doit faire l'objet d'un plan formalisé et être actualisé régulièrement
Constats : voir constat n°3
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Thermométrie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2005, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Thermométrie
Prescription contrôlée : Le contrôle des températures doit être fait quelles que soient les conditions d'exploitation dans les deux silos et les boisseaux « farine ». Les températures relevées sont consignées dans un registre. Le relevé doit être périodique, avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. Des procédures d'intervention en cas de phénomènes d'auto échauffement des produits stockés sont réalisées et communiquées aux services de secours. Ces procédures détaillent les opérations à effectuer pour la vidange de cellule, l'inertage, et toute autre action de lutte contre un sinistre.
Constats : Le suivi de la thermométrie s'effectue depuis la salle de contrôle du silo. Chaque cellule est équipée d'une sonde thermométrique, elle-même équipée de capteurs. Les températures sont reportées sur ordinateur et visibles sur écran. Un seuil est fixé à 30°. Une alarme visuelle permet de détecter les dépassements du seuil. Pour les températures inférieures à 30°, la sonde s'affiche en vert, entre 30° et 35°, la sonde s'affiche en orange, au-delà de 35°, elle s'affiche en rouge. Les cellules qui sont en alerte sont transilées vers une autre cellule. Lorsque le grain d'une cellule est transféré vers une autre cellule pour cause d'élévation de la température, elle fait l'objet d'un enregistrement dans le registre des « <i>fiches de transfert des cellules en alarme</i> » dans lequel apparaissent : <ul style="list-style-type: none"> – la date du transfert, – la cellule de départ, – la température, – la cellule d'arrivée – la nature du produit. Les derniers enregistrements ont été présentés. Les températures font l'objet d'un suivi permanent, les relevés de température sont imprimés une fois par semaine et archivés dans la salle de contrôle du silo. Les week-ends, une permanence est assurée. Les cadres de l'entreprise ont un accès permanent au suivi de la thermométrie.

<p>En semaine, il y a un cadre d'astreinte, le week-end, l'astreinte est assurée par un agent de sécurité.</p> <p>Les sondes sont contrôlées tous les ans dans le cadre de la maintenance annuelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Prévention des dysfonctionnements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/1989, article 12-11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, prévention des dysfonctionnements</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle à effectuer par le personnel. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi de la maintenance des équipements du site est assuré par un logiciel de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO). Le logiciel permet de gérer les équipements, les opérations de maintenance (dates d'intervention, nature des interventions) et les demandes d'intervention... .</p> <p>Les opérations de maintenance à fréquence imposée y sont enregistrées, la GMAO lance les alertes de rappel.</p> <p>Une campagne de maintenance préventive est réalisée tous les ans sur les équipements du site. Elles sont réalisées en interne ou par des prestataires extérieures.</p> <p>L'exploitant précise que l'entreprise bénéficie d'un label qualité et que dans le cadre de cette certification, les organismes certificateurs imposent une maintenance préventive afin de maintenir le niveau de qualité exigé pour le matériel, le silo, et les produits issus de l'entreprise.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>